L’islamisation de la France obsède et inquiète les medias français et étangers…

écrit par Jules Ferry | 21 juin 2019

À l’hôpital, l’islam, religion de toutes les exceptions

Diabétiques ignorant les prescriptions médicales pendant le ramadan, patients refusant la viande non halal, circoncisions rituelles remboursées par la Sécu : les personnels des établissements publics de santé doivent souvent composer avec les obligations islamiques des malades.

Par Alexandre Mendel

BREVE

Valeurs Actuelles fait sa une du 20 juin

sur…

l’islamisation de la France.

À l’hôpital, l’islam, religion de toutes les exceptions

Diabétiques ignorant les prescriptions médicales pendant le ramadan, patients refusant la viande non halal, circoncisions rituelles remboursées par la Sécu : les personnels des établissements publics de santé doivent souvent composer avec les obligations islamiques des malades.

Par Alexandre Mendel

C’était une petite fête
melle, tranquille, q
désordonnée et
bruyante. Presque e
sous ces latitudes
nales françaises. Une cérémon
il y a un peu plus d’un mois, à l
dans un hôpital de Montpell
un décor financé par la Sécur
et le contribuable français.
« *Tiens, on se croirait un*
rakech », glisse l’épouse d’
en rééducation, qui se frai
vers le parking de l’hôpit
cette poignée de fidèles

EN COUVERTURE

Quality Burger Restaura

Le financement de l’islam se structure : il n’est plus un restaurant rapide qui ne propose de repas halal. Un marché de plus de 5 milliards d’euros. Certains imams en prennent leur part.

Communautarisme, l’état d’alerte

Avec l’ingérence de l’islam dans la société, la France fait face à l’un des défis majeurs de son présent. Si d’ores et déjà l’État peine à lutter contre un communautarisme grandissant, le problème est devant nous. Enquête.

Par Louis de Raguenel

24 La gigamosquée du Grand Est sent le soufre
30 À l’hôpital, l’islam, religion de toutes les exceptions

Deux visions que tout oppose. Deux France qui se détestent. Avec 23,34 % des voix pour le Rassemblement national et 22,42 % pour La République en marche, deux camps n’ayant rien en commun sont arrivés en tête des dernières élections européennes. Et si cette fracture était le reflet d’un mal plus profond? La France ne forme plus une nation mais serait devenue un agglomérat de plusieurs entités qui défendent leurs intérêts catégoriels. Des communautés qui jusque-là vivaient « *côte-à-côte* » mais pourraient bien vivre « *face-à-face* », pour reprendre les craintes de l’ancien ministre de l’Intérieur Gérard Collomb lors de son départ de la Place Beauvau en octobre 2018.

Le multiculturalisme à l’origine du communautarisme

Lui qui était inondé de notes et d’analyses confidentielles sur l’état objectif du pays l’a reconnu : « *La situation est très dégradée et le terme de reconquête républicaine prend, dans ces quartiers, tout son sens.* » Pour un ancien socialiste, ces mots ont un air de début de révolution intellectuelle.

Et encore, il y a des choses que Gérard Collomb n’a pas dites. De peur de créer un tollé. « *Le communautarisation de la France est la conséquence directe du multiculturalisme et donc de l’immigration massive des trente dernières années* », nous explique un de ses anciens collaborateurs. Pourquoi ce mutisme? « *Tous les ministres de l’Intérieur sont conscients de cela, leur quotidien est rythmé par les conséquences du communautarisme. Mais il est impossible de pointer du doigt les deux vrais problèmes: l’immigration et son lien direct, l’islam* », poursuit notre source. “Impossible”? À *Valeurs actuelles*, Gérard Collomb avait tout de même confié en février 2018: « *D’ici à cinq ans, la situation pourrait devenir irréversible.* » Glaçant.

À force de ne vouloir choquer personne, l’immigration, premier vecteur du communautarisme, semble filer comme un bateau ivre: chaque année c’est en moyenne l’équivalent de la population de la ville de Rennes qui arrive en France (plus de 200 000 personnes). Sans compter les arrivées illégales. En 2018, un record a été battu avec 255 550 premiers titres de séjour délivrés par l’État. Sur les 100 000 obligations de quitter le territoire français prononcées en 2018, seules 12 % ont été effectuées. Cela signifie que 88 % des clandestins que la justice expulse de notre territoire restent illégalement.

> “LA COMMUNAUTARISATION DE LA FRANCE EST LA CONSÉQUENCE DE L’IMMIGRATION MASSIVE DES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES.”

Une évidence: la droite et la gauche, ayant partagé le pouvoir depuis cinquante ans, sont solidaires de cet échec. Accolé aujourd’hui, Emmanuel Macron enchaîne les déclarations d’intention sur sa volonté d’en découdre avec une immigration débridée et le communautarisme. Les actes sont plus difficiles à mettre en place car ils heurtent la doxa imposée par la gauche morale. Emmanuel Macron est-il capable de s’en affranchir?

Immigration-islam-communautarisme

C’est une corrélation factuelle qui pendant de nombreuses années a choqué. Et pourtant, en observant les demandes des migrants, l’islam pose rapidement problème. Entre les refus de manger de la nourriture qui n’est pas halal, de se faire soigner par des médecins de sexe opposé, les contraintes liées à la prière, les réclamations confessionnelles, le refus d’accepter les coutumes françaises..., force est de le constater, même si les études statistiques livrent des chiffres parfois imprécis, l’immigration des dernières années a fait venir des musulmans en masse.

Si les enquêtes réalisées par le Cevipof estimaient à moins de 1 % la population musulmane en France de 1978 à 1997, selon l’institut Pew Research Center, elle pourrait dépasser les 10 % de la population française en 2030 avec une estimation de 6,86 millions de

Bonus en vidéo : reportage d’une chaîne russe sur l’islamisation de la France !

La **France** se convertit à l’i**slam** (VOSTFR)